



Démocratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n° 19 du 17 mars 2017

Au sommaire :

- Face aux candidats des possédants et du système, notre campagne : porter les exigences de notre classe, poser la question politique - *Isabelle Ufferte*
- Lutte ouvrière, les forces productives et les « prémisses objectives » de la révolution... - *Yvan Lemaitre*

Face aux candidats des possédants et du système, notre campagne : porter les exigences de notre classe, poser la question politique

La campagne électorale révèle de façon aigüe la décomposition des vieux partis au service de la bourgeoisie. Les primaires qui étaient censées donner un semblant de légitimité aux candidats LR et PS, déconsidérés par des années de partage du pouvoir et d'offensive brutale contre les classes populaires, ont au contraire accéléré la débandade. Au sein d'un parterre d'anciens premiers ministres et ministres, les outsiders sont sortis du chapeau. Depuis, le jeu de massacre ne fait que s'amplifier. Les rivalités exacerbées s'affichent sans complexe ni retenue et tout ce petit monde s'active à la manœuvre, soupèse, négocie.

Fillon personnifie le cynisme, l'arrogance et la violence de leur monde, celui où tout est permis à ceux qui ont l'argent, le pouvoir, qui mis en examen pour détournement d'argent public regardent droit dans les yeux, sourire aux lèvres, et annoncent du sang et des larmes. Qu'importent le million d'euros prélevé dans les caisses de l'Etat pour des emplois fictifs, les « cadeaux » à plusieurs dizaines de milliers d'euros, les mensonges, les revirements, les révélations qui se succèdent et éclairent un peu plus ce monde des serviteurs de l'argent et du pouvoir. Fillon a repris l'offensive au Trocadero, entouré de tout ce que la droite compte de plus réactionnaire, en appelant aux sans-culottes (à défaut des sans-costumes sans doute). Il est redevenu un candidat presque « normal », juste « mis en examen »... un candidat des riches et des puissants derrière qui se sont à nouveau rangés nombre d'« indigénés » qui criaient au scandale la veille, jusqu'à Juppé lui apportant son parrainage ou l'UDI comptant les circonscriptions comme si de rien n'était...

Antisystèmes au service du système

La farce ne s'arrête pas là. Deux prétendus « antisystèmes » entendent profiter de la déroute des partis qui gouvernent depuis près de 40 ans. Chacun à sa manière

et sur son segment, ils tentent de subjuger l'opinion et les classes populaires... pour mieux poursuivre l'offensive contre elles, au service du système.

Macron, récent ministre de l'économie et banquier, inspirateur de la loi El Khomry qu'il estime ne pas être allée suffisamment loin, ne se veut ni de droite ni de gauche. Il est effectivement simplement au service des capitalistes et ratisse le plus largement possible pour amplifier l'offensive, prévoit 120 000 suppressions de postes dans la Fonction publique, une nouvelle attaque contre les retraites, le temps de travail, la poursuite du démantèlement du droit du travail, la hausse de la CSG, la baisse des impôts et cotisations des entreprises... « *Je ne fais pas d'idéologie, je fais du pragmatisme* » explique-t-il. Candidat sans parti, ce sont des « connaissances » fortunées qui ont financé jusqu'à ce jour sa campagne. Dernière péripétie en date, celui qui en appelle à la « tolérance zéro » et à la « justice immédiate », qui entend faire voter une loi sur la moralisation de la vie politique, est visé par une enquête pour soupçon de favoritisme dans le cadre d'un voyage ministériel.

Quant à Le Pen, l'héritière millionnaire de Montretout cumule les affaires judiciaires. Poursuivie pour emplois fictifs au Parlement européen -refusant de se rendre aux convocations de la justice-, elle est sous le coup d'un redressement fiscal pour avoir sous-évalué son patrimoine de 60 % -ce qui lui permet de ne pas payer l'ISF- et est poursuivie pour avoir financé illégalement le FN avec l'argent public lors de précédentes campagnes par le biais de son micro parti. Qu'importe, elle crie au harcèlement judiciaire, surfe sur le rejet du PS et de LR, flatte les ressentiments et amplifie sa propagande réactionnaire, xénophobe, pour mieux diviser les classes populaires... tout en déroulant son programme pour les patrons qu'elle est récemment allée rencontrer de même que Fillon et Macron.

Auto-liquidation de la gauche institutionnelle

Quant au PS, il y a embouteillage au sommet pour quitter le navire. Du non-parrainage d'Hamon par Valls à la mise en scène du ralliement à Macron de Le Drian en passant par Delanoë, Bartolone, les offres de service de Touraine ou Royal... ou Le Guen qui fustige Hamon « *Il ne peut pas s'adresser simplement à 20 % des Français qui, pour telle ou telle raison, sont sensibles à des thèmes d'une gauche radicalisée* », le PS se retrouve face à lui-même : un parti assumant depuis 36 ans la mise en œuvre et l'offensive de la mondialisation capitaliste au service des possédants. Ses dirigeants préfèrent aujourd'hui l'auto-liquidation et le recyclage plutôt que de couler avec le navire Hamon... quels que soient les gages que celui-ci peut donner.

Le PC, lui, pris au piège des institutions, de la course aux élus, tente de survivre entre la « machine » Mélenchon qui entend bien finir de le marginaliser... et le PS dont ses élus dépendent. Les pathétiques tentatives de Laurent es-sayant de négocier les parrainages d'élus PC ne font que mettre un peu plus en lumière le piège qui se referme.

De quoi troubler bien des militants, alors même que grandit la confusion chez tous ceux qui se situent sur le terrain institutionnel, tel Braouezec, ancien du PCF passé à la Fase, une des composantes d'Ensemble!, qui a récemment pris position pour le vote Macron au nom du « vote utile » contre Le Pen... rejoignant ainsi les Cohn-Bendit, Hue, etc.

Le « tribun du peuple » et la marche pour la 6^{ème} République

« *Sommes-nous capables de transformer en énergie positive les miasmes de la décomposition politique en cours ?* » demande Mélenchon sur son blog invitant à la « Marche pour une 6^{ème} république ». Il y a quelques jours, à l'occasion du « sommet du plan B », habillé de bleu-blanc-rouge, il chantait depuis Rome les louanges de César, « *figure populaire, assassiné par les ennemis du peuple* » : « *nous sommes les héritiers de ça, les tribuns du peuple. C'est ce que je voudrais incarner* ». Une façon très personnelle de sortir des « *miasmes de la décomposition politique* ».

Le programme de Mélenchon, ancien ministre PS, se situe non seulement sur le terrain institutionnel, avec des objectifs très mesurés, tels que la retraite à 60 ans et 40 annuités -et non le retour aux 37,5- ou le SMIC à 1326 €, mais aussi dans une logique nationaliste lourde de dangers pour les travailleurs : sortie de l'Europe accompagnée de la glorification de la patrie, de la nation, Marseillaise chantée à gorge déployée, écrits sur les réfugiés et les travailleurs étrangers expliquant qu' « *il vaudrait mieux qu'ils restent chez eux* »...

Son objectif est dit-il de « *fédérer le peuple* », en particulier lors de la marche du 18 mars dont il compte faire une démonstration de force autour de sa personne et de son mouvement : « *nous écrivons ensemble une page de la légende populaire !* ». Et s'il appelle les partis du feu Front de gauche à en faire une réussite, il leur demande, « *pour que tout le monde se sente à l'aise* », de ne pas donner « *le*

sentiment de s'approprier la marche » : « *ceux qui veulent défiler derrière leurs drapeaux défileront à la fin du cortège* ». Le PCF et Ensemble! ne peuvent qu'apprécier.

Pour sortir du trouble, comprendre la logique du système et la réalité des rapports de classe

Bien des militant-e-s sont aujourd'hui désemparé-e-s. Des illusions tombent, les rapports de forces politiques, de classe, apparaissent dans leur brutalité. Des ruptures sont en cours qui ouvrent la voie à une prise de conscience, mais il n'y a rien d'automatique.

Passer de raisonnements réformistes, même combatis et radicaux, à la lutte de classe consciente, menée en toute indépendance, demande de s'extraire des discours dominants et de réflexes ancrés depuis de longues années. Cela passe par la compréhension des évolutions en cours, de la réalité des rapports de classe, de la logique du système, du rôle du monde du travail et des classes populaires du monde entier dans la marche de la société, des perspectives que leurs luttes portent.

Il n'y a rien de spontané à cela à l'heure où les démagogues de tout poil jouent sur la confusion et que l'offensive des classes possédantes contre les travailleurs et les peuples se double d'une offensive réactionnaire, raciste, nationaliste et xénophobe dans le monde entier.

La mondialisation libérale est entrée dans une nouvelle étape où se redéfinissent les rapports internationaux et les rapports de classe. L'arrivée de Trump à la tête de la principale puissance mondiale, le Brexit, les gesticulations de Poutine ou Erdogan, l'arrivée de l'extrême-droite aux portes du pouvoir dans de nombreux pays européens tels les Pays Bas, la montée de l'intégrisme islamique... donnent la mesure des évolutions en cours et des conséquences de l'intensification de la guerre des classes possédantes pour extorquer les richesses...

Il ne peut être question de « *raisonner* » ou freiner cette offensive par les voies institutionnelles. Leur avidité, la folie capitaliste ne peuvent trouver d'issue sans l'intervention consciente des travailleurs et des peuples posant la question du pouvoir et de l'expropriation de l'oligarchie financière.

Regrouper notre classe, poser la question politique

Cette compréhension des logiques en cours, de l'évolution des rapports de forces économiques, politiques, est une nécessité pour pouvoir porter aujourd'hui les exigences sociales, démocratiques, écologiques. Aider aux mobilisations, à leur convergence, à l'unité de notre classe, nécessite de faire le lien avec la question politique, celle de la conquête de la démocratie et du pouvoir.

Nous militons au quotidien au sein des mouvements sociaux, du monde du travail et de la jeunesse pour aider à construire une compréhension et une conscience communes des tâches et des perspectives pour l'ensemble des opprimé-e-s. Ce sont des mobilisations qui viendra le changement du rapport de force.

En ce sens, nous sommes pleinement solidaires des militants syndicalistes qui appellent à se mobiliser le 22 avril

prochain, veille du premier tour de l'élection présidentielle, pour un « *premier tour social* » mais nous ne sommes pas... abstentionnistes. Nous pensons que c'est une erreur de flatter l'apolitisme en mettant tout le monde dans le même sac, en faisant comme si rien dans cette campagne ne concernait les travailleurs, ce que sous-tend le sous-titre de l'appel « *C'est notre tour et il n'est pas présidentiel* ».

Notre premier tour est politique, nous sommes fermement convaincus que le monde du travail doit mener bataille et disputer l'influence politique sur tous les terrains, y compris le terrain électoral. Nous savons aussi que la convergence des luttes n'est pas une simple question de volonté, de combativité et de dénonciation des directions syndicales, mais bien une question de conscience politique commune, base pour construire une confiance et une volonté communes. Elle est indispensable pour mener la bataille politique, entraîner largement, disputer l'influence aux bureaucraties syndicales. Et cette conscience ne surgit pas spontanément.

A l'heure où nous écrivons, nous attendons la confirmation que nous avons bien franchi le barrage antidémocratique des 500 parrainages permettant la présence dans la campagne présidentielle de Philippe Poutou, militant anticapitaliste, révolutionnaire, et seul ouvrier de cette campagne, en lutte pour son emploi et celui de ses camarades de travail...

Nous nous sommes battus pour que Philippe soit présent dans cette bataille pour y porter les exigences de notre

classe et la perspective d'unir ses forces et nous avons confiance sur l'issue parce que Philippe a su susciter une très large sympathie y compris parmi bien des élus. Il est aussi le candidat du rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires, non de façon formelle mais à travers une dynamique démocratique, respectueuse de chacun, les débats, la confrontation, les expérimentations communes et parallèles.

Lors d'un récent meeting, Nathalie Arthaud expliquait « *deux candidats dénonçant le capitalisme dans ces élections ne seront pas de trop face à tant de politiciens ayant les deux pieds dans le camp de la bourgeoisie. Et puis, cela permettra à tous ceux qui se reconnaissent dans l'extrême gauche de voter au plus près de leurs convictions* ». Oui, et vu le temps de parole prévu pour chacun, vu le ton des journalistes comme par exemple à ONPC, à propos de l'interdiction des licenciements avec Philippe Poutou ou du SMIC à 1800 euros avec Nathalie Arthaud... cela a du sens, être deux n'est pas de trop. Mais cela laisse entière la question des responsabilités qui sont les nôtres, militants révolutionnaires, anticapitalistes. Il ne s'agit pas de proclamation mais bien de se poser concrètement la question de la construction d'un parti des travailleur-se-s, du processus démocratique pouvant lui donner jour. Un parti instrument des luttes et de leur convergence aujourd'hui, et demain instrument pour le pouvoir et pour transformer la société, vers le socialisme et le communisme.

Isabelle Ufferte

Lutte ouvrière, les forces productives et les « prémisses objectives » de la révolution...

Dans le dernier numéro de *Lutte de Classe* (n°182 - mars 2017) Lutte ouvrière publie un article intitulé *La « stagnation séculaire » ou l'âge sénile du capitalisme*¹ qui vise à apprécier le moment que nous connaissons dans l'histoire du capitalisme. L'article se veut une réponse à l'illusion que le capitalisme pourrait sortir de sa crise en opposant à celle-ci l'issue d'une transformation révolutionnaire. En fait, le lecteur reste sur sa faim tant le raisonnement est refermé sur lui-même, transforme l'issue révolutionnaire en une proclamation.

Dans l'introduction de son article, LO pose la question : « *Mais, derrière la stagnation séculaire pensée comme conjoncturelle ou structurelle, il y en a, en fait, une autre question ? : le capitalisme est-il capable de développer encore les forces productives ?* » Et de poursuivre « *Il n'est pas question ici de débattre de l'imminence de la révolution, mais d'en vérifier les conditions objectives. C'est pour cela que la capacité du capitalisme à développer toujours et encore les forces productives a régulièrement fait débat, notamment quand, dans les années suivant la Deuxième Guerre mondiale, le capitalisme affichait de forts taux de croissance, inconnus jusque-là, alors qu'en 1938, à la veille de cette même guerre, Trotsky ne pouvait que constater*

dans le Programme de transition que « les forces productives ont cessé de croître ». » Il y a effectivement besoin de comprendre pourquoi le capitalisme a connu un second souffle, si l'on peut dire, et les conséquences que cela a du point de vue du mouvement ouvrier et des perspectives révolutionnaires. Le capitalisme a-t-il encore un avenir devant lui et sinon, qu'est-ce qui redonne à la perspective révolutionnaire sa force ?

La conclusion de l'article de Lutte de classe nous laisse sans réponse ou du moins avec un début de réponse inachevée : « *Cela fait donc en fait longtemps que le marasme est séculaire et que l'impulsion donnée par les destructions de la Deuxième Guerre mondiale à l'économie a abouti à cette longue agonie. Il n'est certes pas exclu que l'économie redémarre pour un cycle court, comme après chacune des crises de ces quarante dernières années. Mais il n'y a pas de raison qu'un tel cycle ne se termine pas de nouveau par un krach, dont la profondeur, au vu des sommes folles accumulées dans les circuits financiers, risque bien d'être pire encore qu'en 2009.*

L'histoire de ces soixante-dix dernières années démontre que le capitalisme n'est capable de développer les forces productives qu'après avoir détruit massivement, et simul-

tanément dans plusieurs pays, une importante quantité de ces mêmes forces productives, ce qu'il a fait au travers d'une guerre mondiale et d'une barbarie sans fin. Le Programme de transition, écrit par Trotsky à la veille de cette guerre mondiale, commençait par les mots suivants, d'une brûlante actualité : « Les bavardages de toute sorte, selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore «mûres» pour le socialisme, ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. » »

Où en sommes-nous alors par rapport à 1938 ? Les forces productives se sont-elles développées ? Les prémisses objectives de la révolution aussi ou leur pourrissement s'est-il aggravé ? Peut-on répéter sans recul, d'une façon mécaniste ce que Trotsky écrivait à la veille de la 2^{ème} guerre mondiale dont la justesse ne fait pas d'elle une vérité éternelle ? L'intérêt de la discussion n'est-il pas plutôt de démontrer en quoi, malgré les échecs passés, malgré la sénilité du capitalisme, les prémisses de la révolution ont mûri ? Le recul du mouvement ouvrier n'est pas dû qu'à des trahisons mais sans aucun doute aussi, pour une large part, à ce nouveau développement qui s'est réalisé dans le cadre des rapports capitalistes, malgré eux, mais qui a profondément mûri les « prémisses objectives de la révolution ».

Définir les bases objectives d'une stratégie révolutionnaire

Lutte ouvrière reprend à son compte le combat de Marx, Rosa Luxemburg, Lénine ou Trotsky contre « *la conception révisionniste selon laquelle il n'existe pas de limites objectives au développement du capitalisme et qui réduisent la nécessité du socialisme à la simple indignation des masses populaires.* » Nous partageons cette préoccupation. Trop souvent la contestation du capitalisme combine une indignation et une proclamation qui laissent l'activité militante prisonnière d'un activisme sans politique ni perspective. Dépasser cette conception suppose d'être collectivement à même d'inscrire nos activités dans une compréhension stratégique de notre combat et, en conséquence, de discuter concrètement de la période, du capitalisme aujourd'hui pour répondre aux questions qui sont au cœur du désarroi présent : en quoi les conditions de la révolution socialiste ont-elles mûri ou pas, en quoi les perspectives révolutionnaires ne sont pas une simple proclamation mais sont objectivement d'actualité. Il s'agit d'inscrire la courbe du développement du mouvement ouvrier dans la courbe du développement du capitalisme afin de ne pas être victime de ce que Trotsky appelait « *l'incapacité la plus complète à comprendre l'essence du marxisme qui recherche les causes des changements dans la superstructure sociale dans ceux de leurs fondations économiques, et nulle part ailleurs.* » Il s'agit d'essayer de comprendre l'évolution « *des fondations économiques* », de ses effets réciproques sur la conscience des classes en particulier celle du prolétariat.

La discussion n'a pas pour but de proclamer l'incapacité, hors du temps, du capitalisme de développer les forces productives et la nécessité de la révolution mais bien de comprendre en quoi les évolutions de la société sous la férule du capital, les transformations des rapports entre les classes correspondent, ou non, à un mûrissement des conditions objectives de la révolution.

Les forces productives ont-elles cessé de croître ?

« *Entre l'époque que Trotsky décrit en 1938 et le ralentissement général observé aujourd'hui, écrit Lutte de classe, s'est écoulée une longue période qui démarre à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et qui a pu faire croire que le capitalisme était toujours porteur d'avenir. L'après-guerre fut en effet une période exceptionnelle dans l'histoire du capitalisme, caractérisée à la fois par une forte demande liée à la reconstruction et par une très forte croissance de la productivité du travail permettant aux capitalistes de dégager toujours plus de plus-value, même avec des salaires en hausse, et très peu de chômage, ce qui élargissait leur marché et leur permettait d'élargir encore plus leur production. Cette croissance de la productivité était en fait la conséquence des ravages de la Deuxième Guerre mondiale et de l'intervention massive des États pour reconstruire des pays industriels comme l'Allemagne et le Japon et pour réorienter toute l'économie mondiale d'une économie de guerre vers le civil.* » Il est vrai que le capitalisme n'a pu dépasser la crise de 29 que par la guerre et, ensuite, connaître la phase d'expansion dite des « trente glorieuses » que par l'intervention massive des États mais cette phase d'expansion a été au-delà de la reconstruction. Elle s'est accompagnée d'un réel développement des forces productives tel que Trotsky ne pouvait l'imaginer en 1938. En faire juste une simple parenthèse reviendrait à plaquer un présupposé idéologique sur la réalité.

Ce développement a continué y compris après que les classes dominantes ont pris, à la fin des années 70 et au début des années 80, le virage de l'offensive libérale qui allait déboucher sur la mondialisation financière et la crise de 2007-2008.

Dire cela ne remet pas en cause l'idée des contradictions qui travaillent le capitalisme sénile. Bien au contraire, c'est souligner leur aggravation. Le développement des forces productives est le produit du travail humain, des progrès des sciences et des techniques qui s'opèrent malgré le frein que représentent la désorganisation et les gaspillages de l'économie de marché. Lutte ouvrière le dit elle-même quand elle écrit « *À elle seule, la contradiction flagrante entre les possibilités techniques sans cesse croissantes dont dispose l'humanité et le sous-emploi qu'en fait le capitalisme condamne définitivement ce système.* »

Oui, et c'est bien de cette contradiction, de sa compréhension par les plus larges masses que peut naître la conscience de la nécessité de transformer le monde. C'est bien l'accentuation des contradictions qui représente les bases objectives de l'émergence d'une conscience de classe révolutionnaire.

La courbe du développement du capitalisme

Nous trouvons dans la méthode de Lénine un instrument qui nous est aujourd’hui indispensable. Les camarades de LO citent *L’impérialisme, stade suprême du capitalisme* : « *Il y a un demi-siècle, quand Marx écrivait son Capital, la libre concurrence apparaissait à l’immense majorité des économistes comme une « loi de la nature ». La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l’œuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est devenu un fait. [...] Pour l’Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s’est définitivement substitué à l’ancien : c’est le début du 20^{ème} siècle.* » expliquant que le capitalisme des monopoles n’a pas éliminé la concurrence, mais qu’il l’a simplement transférée à un niveau plus élevé, Lénine poursuit : « *Ce n’est plus du tout l’ancienne libre concurrence des patrons dispersés, qui s’ignoraient réciproquement et produisaient pour un marché inconnu. La concentration en arrive au point qu’il devient possible de faire un inventaire approximatif de toutes les sources de matières premières [...] d’un pays, [...] voire du monde entier. Non seulement on procède à cet inventaire, mais toutes ces sources sont accaparées par de puissants groupements monopolistes. On évalue approximativement la capacité d’absorption des marchés que ces groupements « se partagent » par contrat. [...] Le capitalisme arrivé à son stade impérialiste conduit aux portes de la socialisation intégrale de la production.* » Il nous faut aujourd’hui reprendre la même méthode. L’histoire ne s’est pas arrêtée, ni en 1916, ni en 1917 ni en 1938. Il faut poursuivre la courbe du développement du capitalisme, définir ses étapes et tournants pour répondre à deux questions : pourquoi le capitalisme a-t-il survécu à ses crises, pourquoi les échecs passés et en quoi, malgré eux, la révolution socialiste continue de représenter l’avenir possible de l’Humanité ?

Du colonialisme et de l’impérialisme à la mondialisation libérale et impérialiste

Une nouvelle phase s’ouvre dès la fin des années 70, celle de l’offensive libérale menée sous la houlette de la première grande puissance mondiale, les USA, et de son alliée la Grande Bretagne. Commence la deuxième mondialisation en réponse à la baisse du taux de profit qui voit le capitalisme s’imposer comme mode de production mondial atteignant les limites de la planète.

Cette offensive libérale à l’issue des trente glorieuses a débouché sur la fin de l’URSS, l’effondrement de la bureaucratie, qui avait à la fois contribué aux luttes de libération nationale et participé au maintien de l’ordre mondial capitaliste au nom de la coexistence pacifique, c’est-à-dire de la défense des intérêts de la bureaucratie.

La fin de l’URSS a marqué une accentuation de l’offensive des classes capitalistes sous la houlette des USA. L’euphorie libérale et impérialiste l’emporte durant les années

Bush, le capitalisme triomphe à l’échelle de la planète mais le mythe de « la fin de l’histoire » ne résistera pas longtemps à la réalité.

Depuis la crise financière de 2008, cette période du libéralisme international tend à céder la place à une phase de réorganisation des relations internationales alors que l’économie mondialisée échappe à toute régulation, aucune puissance n’en ayant les moyens. La contradiction entre l’instabilité engendrée par la concurrence globalisée et la nécessité d’assurer un cadre commun de fonctionnement du capitalisme permettant d’assurer la production et les échanges s’accentue.

Le capitalisme sénile, libéralisme et impérialisme

Depuis la fin des empires coloniaux et de l’ex-URSS, l’impérialisme se déploie dans le cadre d’une libre concurrence à l’échelle mondiale.

Les cartels et unions internationales monopolistiques composent avec la libre concurrence mondialisée. Les monopoles se sont développés en sociétés transnationales à l’activité industrielle, commerciale, financière diversifiée et une concentration telle que 147 multinationales possèdent 40 % de la valeur économique de l’ensemble des multinationales du monde entier. Si ces dernières gardent une base nationale, elles sont engagées dans des relations d’interdépendance à l’échelle mondiale.

Le développement parasitaire du capital financier a donné naissance à une masse considérable de capitaux spéculatifs accompagnée d’une diminution des investissements productifs.

Ce caractère parasitaire s’exprime dans une économie de la dette et dans le fait que les USA sont importateurs nets de capitaux ainsi que les autres vieilles puissances impérialistes à des degrés variables. Cette importation de capitaux est une façon de drainer les richesses produites par le prolétariat des pays émergents vers les vieilles métropoles impérialistes.

On assiste à une concentration des richesses à un niveau jamais vu. Un oligopole bancaire contrôle la finance et s’est soumis les États par le biais de la dette publique.

Une nouvelle division internationale du travail s’opère à travers le développement économique des anciens pays coloniaux ou dominés, en particulier des émergents, une mondialisation de la production débouchant sur « *une économie mondiale intégrée* » comme le dit Michel Husson.

Le partage territorial du monde qui avait été remis en cause par les deux guerres mondiales et la vague de mouvements de libération nationale a cédé la place à un capitalisme de libre concurrence à l’échelle internationale structuré par les multinationales, à une lutte pour le contrôle des circuits commerciaux, des lieux de production, de l’approvisionnement en énergie... Les logiques capitalistes et de contrôle territorial, selon la formule de Harvey, se combinent sous d’autres formes.

Dans le même temps qu’il atteint les limites de la planète, le capitalisme mondialisé provoque une crise écologique

inédite d'une ampleur globalisée qui pose la question de l'avenir de l'Humanité. La logique du profit aboutit à une organisation aberrante de la production à l'échelle mondiale au mépris des populations et des équilibres écologiques.

La combinaison de la crise écologique et climatique d'un côté, et de la crise économique et sociale de l'autre, représente pour l'Humanité des enjeux inédits. Il n'y a pas de solution sans sortie du capitalisme, ni à l'échelle d'un seul pays, sans planification démocratique fondée sur la coopération des peuples à l'échelle mondiale en fonction des besoins sociaux et écologiques.

Cette crise est un facteur d'une prise de conscience internationaliste, non seulement au sens que notre patrie, c'est l'Humanité mais au sens aussi où, du local au global, la lutte contre les menaces qui pèsent sur l'avenir de la planète est une lutte qui dépasse les frontières. Elle est inscrite dans la lutte pour le socialisme en lien avec les luttes de classes sociales et politiques, partie intégrante de celles-ci.

Libre concurrence et exacerbation des rivalités impérialistes

Les limites atteintes par l'accumulation élargie financière fondée sur la croissance exponentielle du crédit et de la dette aboutissent au développement de « *l'accumulation par dépossession* » selon la formule de Harvey. A défaut d'être en mesure de développer l'économie pour accroître la masse de la plus-value nécessaire pour nourrir les appétits des capitaux, le capitalisme trouve une issue à ses difficultés d'accumulation dans une double offensive : contre les travailleurs et contre les peuples pour leur imposer une répartition de plus en plus défavorable des richesses.

Cela entraîne une lutte acharnée pour le contrôle des territoires, des sources d'énergies, des matières premières, des voies d'échanges... La libre concurrence mondialisée devient une lutte pour le contrôle des richesses, une forme de repartage du monde, mais dans des rapports de forces radicalement différents de ceux de la fin du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème}.

Le développement de la crise depuis 2007-2008 constitue ainsi, sur le plan des relations internationales, un tournant en provoquant une exacerbation des tensions.

Les USA n'ont plus les moyens de s'imposer aux autres puissances et nations comme le démontre la situation au Moyen Orient. Ils sont contraints d'adapter leur politique aux nouveaux rapports de force tant pour assurer leur propre hégémonie que pour assurer l'ordre mondial. L'émergence de nouvelles puissances ayant des vues impérialistes ou de puissances régionales ayant leurs propres intérêts à défendre dans le jeu des rivalités des grandes puissances rendent de plus en plus fragile le leadership américain, la situation internationale de plus en plus chaotique. La réponse des USA est la politique de Trump, « *Make america great again* », affirmer leur suprématie économique et militaire par une guerre commerciale, le protectionnisme et le militarisme.

Jusqu'où peuvent aller ces tensions et déséquilibres ? Rien n'autorise à ignorer l'hypothèse du pire, de la mondialisation des conflits locaux à un embrasement généralisé, une nouvelle guerre mondiale ou plutôt mondialisée.

La réponse appartient en fait au prolétariat et aux peuples, à leur capacité à intervenir directement pour empêcher le pire.

« *Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne* » ont-elles mûri ?

« *À la veille de la Deuxième Guerre mondiale*, écrit Lutte ouvrière, après la crise de 1929, Trotsky mettait en évidence les mêmes tendances, plus poussées encore, à la stagnation et au pourrissement de l'économie. Il pouvait ainsi écrire, en 1938, dans le Programme de Transition que « *les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle.* » ». LO fait de ce constat de 1938 une loi historique qui s'applique mécaniquement aujourd'hui alors que, bien évidemment, Trotsky était à mille lieues d'imaginer le monde dans lequel nous vivons. Comme si l'histoire s'était arrêtée au cadran de l'horloge.

« *Aucun régime social ne disparaît avant d'avoir développé ses forces productives jusqu'au maximum qui peut être atteint par ce régime, et aucun régime social nouveau ne peut apparaître s'il n'y a eu au préalable, dans le régime ancien, les conditions économiques nécessaires.* » écrivait Trotsky, dans *La nouvelle étape*. Il définit ainsi les deux volets du raisonnement, l'analyse concrète des capacités du capitalisme à développer les forces productives et si leur développement correspond aux besoins de la naissance d'un régime nouveau.

Cet aspect de la discussion est complètement ignoré par LO qui préfère mettre au banc des accusés de l'histoire les intellectuels et leurs trahisons. Peut-être faudrait-il envisager une autre explication. Force est de constater que la révolution socialiste a démarré dans un pays qui n'avait pas encore fait sa révolution bourgeoise, restant prisonnière d'un développement encore par trop arriéré sans que la vague révolutionnaire puisse briser le carcan impérialiste. La deuxième vague révolutionnaire qui suivit la deuxième guerre mondiale se déroula dans les pays coloniaux pour la libération nationale, révolution bourgeoise avortée car le prolétariat ne fut pas en mesure d'en prendre la tête pour s'attaquer aux citadelles du capital.

Les explications « *subjectives* », le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme et les limites des luttes de libération nationale aussi radicales qu'elles furent, ne peuvent suffire. Inévitablement, l'analyse nous ramène à l'insuffisance du développement des forces productives, les survivances d'un monde féodal et arriéré, des dominations coloniales.

Il est d'ailleurs frappant de voir à quel point Lutte ouvrière ignore dans son article l'importance des luttes de libération nationale, l'intégration des anciens pays coloniaux au marché capitaliste et, à partir de là, la reconfiguration des

conditions de production et d'échange comme des rapports de forces internationaux.

Une nouvelle époque ?

De ce point de vue, les bouleversements qui ont eu lieu depuis les années 1970 ont profondément modifié la situation pour contribuer à développer les prémisses objectives de la révolution socialiste. Faire de la phrase de Trotsky un dogme, c'est regarder le monde avec les lunettes déformantes. La vraie vie ne se laisse pas enfermer dans les dogmes. Le même Trotsky soulignait dans l'ouvrage déjà cité *La courbe du développement du capitalisme* à quel point il pouvait devenir nécessaire de se débarrasser des formules toutes faites : « *Aussi longtemps que la vie politique continue à se dérouler sous les mêmes formes, à couler dans le même lit, à la même vitesse approximative, c'est-à-dire aussi longtemps que l'accumulation de quantités économiques ne s'est pas transformée en qualité politique, ce type d'abstraction (« les intérêts de la bourgeoisie », « l'impérialisme », « le fascisme ») remplit plus ou moins bien sa tâche : non pas d'interpréter un fait politique dans tout ce qu'il recèle de concret, mais de le réduire à un type social familier, ce qui est, évidemment, d'une importance inestimable.* »

Mais quand un changement sérieux intervient dans la situation, et ce d'autant plus qu'il s'agit d'un tournant brusque, des explications aussi générales révèlent leur totale inadéquation, et deviennent effectivement des truismes creux. Dans de tel cas, il devient invariablement nécessaire de sonder analytiquement beaucoup plus en profondeur pour déterminer les aspects qualitatifs et, si possible, pour mesurer quantitativement les impulsions données à la vie politique par l'économie. Ces « impulsions » représentent la forme dialectique des « tâches », ayant pour origine le fondement dynamique, et soumises à la sphère de la superstructure quant à leur solution. »

Les bouleversements qui ont lieu à travers le monde et ici, les désarrois et les confusions intellectuelles engendrés par l'anéantissement des partis issus du mouvement ouvrier engloutis par le libéralisme nous imposent de sortir des vieilles formules pour saisir le caractère inédit et fécond des transformations actuelles, tenter de saisir « *les impulsions données à la vie politique par l'économie* ».

Toujours dans le même texte, Trotsky écrit : « *Il est d'ores et déjà possible de postuler a priori que les périodes de dé-*

veloppement capitaliste énergique doivent posséder des caractéristiques en matière politique, légale, philosophique, poétique, nettement différentes de celles des périodes de stagnation et de déclin. La transition d'une période de ce type à une période divergente doit naturellement produire les plus grandes convulsions dans les relations entre les États et les classes. Nous avons dû souligner ce point au 3ème Congrès Mondial de l'IC, dans la lutte contre une conception purement mécaniste de la désagrégation capitaliste en cours actuellement. »

Cette conception mécaniste répond à une préoccupation légitime, aujourd'hui à garder le cap révolutionnaire pour toutes celles et ceux qui résistent aux grands travaux de démolition engagés par toutes les forces réactionnaires. C'est un moyen de résister dont nous avons besoin, maintenir coûte que coûte, nos acquis, nos références pour combattre les délitements et abandons dits post-modernes, les recherche de raccourcis.

Mais cela ne suffit plus, même pour résister. Les nouvelles générations qui font irruption exigent autre chose, des idées, des perspectives ancrées dans leur propre expérience.

« Le développement général du capitalisme se heurte à des barrières infranchissables faites de contradictions entre lesquelles ce développement connaît de furieux remous. C'est cela qui donne à l'époque un caractère de révolution et à la révolution un caractère permanent. » disait Trotsky dans *L'Internationale communiste après Lénine*. La transition que nous vivons débouche sur de furieux remous à travers lesquels s'exprimeront la menace de pourrissement des prémisses objectives de la révolution socialiste mais, aussi et surtout, de notre point de vue, les possibilités même de cette révolution.

Sans aucun doute le moment est venu de nous dégager d'une politique de résistance au délitement du vieux mouvement ouvrier pour mettre en œuvre une politique répondant aux besoins de la nouvelle époque, des nouvelles générations.

Yvan Lemaître

1- http://mensuel.lutte-ouvriere.org//2017/02/26/la-stagnation-seculaire-ou-lage-senile-du-capitalisme_78896.html